

مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل

Office de la Formation Professionnelle et de la  
Promotion du Travail

Dossier d'Appel d'Offres ouvert international  
sur offres de prix

N° 13.6 / 2025

Financement : Projet OFPPT hors coopérations

Objet : Passation d'un marché reconductible pour la location de Licences de Logiciels, sans option d'achat, pour l'utilisation d'une plateforme d'apprentissage en ligne (E-Learning) dans les métiers de l'Automobile au profit de l'OFPPT

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

\*\*\*\*\*

## SOMMAIRE

---

ARTICLE N°1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

ARTICLE N°2 : MAITRE D'OUVRAGE

ARTICLE N°3 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE N°4: DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS

ARTICLE N°5: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

ARTICLE N°6 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS

ARTICLE N°7 : REPARTITION EN LOTS

ARTICLE N°8 : DEPOT ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

ARTICLE N°9: PRESENTATION D'UNE OFFRE TECHNIQUE

ARTICLE N°10 : OFFRE VARIANTE

ARTICLE N°11 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE N°12 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE N°13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

ARTICLE N°14 : LANGUE

ARTICLE N°15 : MONNAIE DE L'OFFRE

ARTICLE N°16 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES

ARTICLE N°17 : EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS

ARTICLE N°18 : EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES

ARTICLE N°19 : PREFERENCE NATIONALE

ARTICLE N°20 : SIGNATURE ELECTRONIQUE

ARTICLE N°21 : RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES

**ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert international sur offres de prix ayant pour objet la **Passation d'un marché reconductible pour la location de Licences de Logiciels, sans option d'achat, pour l'utilisation d'une plateforme d'apprentissage en ligne(E-Learning) dans les métiers de l'Automobile au profit de l'OFPPT.**

Il est établi en vertu des dispositions de l'article n°21, du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n°2-22-431 précité. Toute disposition contraire au décret précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions conformes aux dispositions de l'article n°21 susmentionné et des autres articles du décret n°2-22-431 précité.

**ARTICLE N°2 : MAITRE D'OUVRAGE**

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : **l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).**

**ARTICLE N° 3 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article n°22 du décret n°2-22-431 précité relatif aux marchés publics, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a) Une copie de l'avis d'appel d'offres ouvert ;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales et techniques ;
- c) Le modèle de l'acte d'engagement (Annexe 1) ;
- d) Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- e) Le modèle de la déclaration sur l'honneur (Annexe 2) ;
- f) Le présent règlement de la consultation.

**ARTICLE N°4 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS**

Tout concurrent peut demander au maitre d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maitre d'ouvrage au moins sept jours (7 jours) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maitre d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours (3 jours) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maitre d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

L'identité ou la dénomination du ou des concurrents ayant formulé la demande prévue au premier alinéa du présent article ne doit, en aucun cas, être divulguée.

#### **ARTICLE N° 5 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article n°27 du décret n°2-22-431 précité :

Peuvent valablement participer et être attributaire(s) de(s) marché(s) afférent(s) au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales, qui :

- a) Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- b) Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- c) Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
- d) Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prises conformément aux dispositions de l'article n°152 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même marché lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
- Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
- Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

#### **ARTICLE N° 6 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS**

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique en sus d'une offre financière. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

##### **A- Le dossier administratif comprend :**

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent.

Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- ✓ S'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- ✓ S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :

- Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
  - Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
  - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- ✓ S'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.
- b) Une déclaration sur l'honneur, (annexe 2 ci-jointe), en un exemplaire unique,
- c) Le cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire constituée par voie électronique selon les conditions du portail des marchés.

**N.B :** En cas de groupement, le cautionnement provisoire doit être constitué conformément aux dispositions du § C de l'article n°150 du décret n°2-22-431 précité relatif aux marchés publics, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :

- 1) Au nom collectif du groupement ;
- 2) Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
- 3) En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement.

**Pour les groupements**, il y a lieu de produire :

- La convention constitutive du groupement ou sa copie certifiées conforme à l'originale prévue à l'article n°150 du décret n°2-22-431 précité relatif aux marchés publics, cette dernière doit indiquer, notamment, l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, et ou les comptes bancaires, et la répartition des prestations.

2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 43 du décret n°2-22-431 précité relatif aux marchés publics :

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévues à l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
- c) Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la

législation en vigueur ;

- d) L'équivalent des attestations visées aux paragraphes a), b) et c) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de délivrance de ces documents par les administrations ou les organismes compétents, ils sont remplacés par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que les documents précités ne sont pas produits.

**La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.**

#### **B - Le dossier technique comprend :**

Le dossier technique comprend, tel que prévu à l'article 28, B.2 du décret n°2-22-431 précité, en raison de leur nature et de leur importance, les pièces suivantes :

1. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles le concurrent a participé, avec précision de la qualité de sa participation.
2. Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté ces prestations ou par les titulaires de marchés au titre des prestations sous-traitées.

**Chaque attestation précise, notamment, la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.**

**Seuls seront retenus**, les concurrents ayant présenté au moins deux (02) attestations se rapportant à des prestations relatives aux projets de location d'une plateforme de formation en e-learning dans des environnements éducatifs et académiques ou de formation professionnelle, dans les métiers d'automobile dont le montant est supérieur ou égal à **1 Million de dirhams** toutes taxes comprises (TTC), se rapportant à des prestations réalisées au cours **des années 2016 et postérieur**.

Il est à préciser qu'en cas d'attestation délivrée par un groupement, celle-ci sera appréciée pour la quote-part réalisée par le (s) concurrent(s) ou à défaut de renseignement, pour part égale du montant global de l'attestation.

**Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :**

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et en plus des pièces exigées dans le dossier administratif prévues au b) et c) à l'alinéa 1 du A du I du présent article, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
2. S'il est retenu pour être attributaire du marché :
  - a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

L'attestation précitée n'est exigée que des établissements publics soumis à l'impôt.

- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou tout organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné.

La date de production, au maitre d'ouvrage, des pièces prévues aux (a) et (b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopérative, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces exigées dans le dossier administratif prévues aux a), b) et c) de l'alinéa 1) du A du I du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives.
2. Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché :
  - a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopératives est imposée ;

- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.

La date de production, au maitre d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus, sert de base pour l'appréciation de leur validité.

Lorsque le concurrent est une auto-entrepreneur, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces exigées dans le dossier administratif prévues au a, b et c de l'alinéa 1) du A du I du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.
2. Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto-entrepreneur est imposé.

La date de production, au maitre d'ouvrage, de cette pièce sert de base pour l'appréciation de sa validité.



**C - L'offre financière qui comprend :**

a) l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire conformément au modèle joint au présent règlement.

Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres, en tenant compte du rabais éventuel.

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret n°2-22-431 précité relatif aux marchés publics, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

b) le bordereau des prix - détail estimatif figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Les prix unitaires du bordereau des prix - détail estimatif doivent être libellés en chiffres ;

Les montants totaux du bordereau des prix - détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents prévaut pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

**ARTICLE N° 7 : REPARTITION EN LOTS**

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique. Les offres partielles, techniques et financières, ne sont en aucun cas prises en considération.

**ARTICLE N° 8 : DEPOT ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 135 du décret n° 2-22-431 précité et aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés Publics, les dossiers doivent être présentés exclusivement par voie électronique via le portail des marchés publics.

Le dossier présenté doit contenir trois enveloppes électroniques :

- a) la **première enveloppe électronique** contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique prévus à l'article 6 du présent règlement, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés électroniquement et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.
- b) La **deuxième enveloppe** contient l'offre technique
- c) La **troisième enveloppe électronique** contient l'offre financière

**ARTICLE N° 9 : PRESENTATION D'UNE OFFRE TECHNIQUE**

L'offre technique devra présenter les fonctionnalités de la solution comme suit :

**1. Fonctionnalité de Gestion :**

- **Méthodologie générale** : Présentation de la méthodologie proposée pour les différentes activités.
- **Plan de travail et déploiement** de la solution : Élaboration du plan de travail pour la mise en œuvre du projet, en précisant la démarche et le plan de déploiement de la solution, l'accompagnement des utilisateurs et le suivi de l'exploitation.
- **Gestion des accès et des utilisateurs** : Création des comptes et gestion des utilisateurs en fonction des rôles attribués (ajout en masse via CSV, gestion des rôles, inscription aux cours).
- **Reporting et suivi des apprenants** : Génération de rapports détaillés sur les progrès et le résultat d'évaluation des apprenants, en prenant en compte les différents niveaux des intervenants

**2. Fonctionnalité Pédagogique et de Contenu :**

- **Offre technico-pédagogique** : Adéquation du contenu avec le public cible, architecture des parcours pédagogiques, adoption de méthodes pédagogiques innovantes.
- **Interactivité et attractivité** : Mise en place de contenus interactifs et engageants pour optimiser l'apprentissage en ligne dans les métiers de l'Automobile.
- **Systèmes d'évaluation** : Intégration d'outils d'évaluation adaptés au e-learning, y compris un système de scoring et un feedback constructif sur les exercices d'application.

**Fonctionnalité Technique :**

Le soumissionnaire devra fournir une fiche technique détaillée de la solution, démontrant la conformité aux spécifications techniques décrites dans le présent cahier des charges.

L'évaluation prendra en compte la qualité, la précision et la pertinence des réponses, ainsi que la présentation de preuves de conformité (certificats, exemples, captures, démonstrations, etc.) :

- **Spécifications techniques de la plateforme** : Accessibilité, performance, sécurité, disponibilité, interopérabilité,
- **Qualité du support et d'assistance techniques** : réactivité, temps de réponse...

**4. Le planning envisagé pour la réalisation du projet :**

- Le soumissionnaire devra fournir un planning prévisionnel détaillé de la **phase intégration et déploiement**, incluant l'ensemble des jalons techniques et fonctionnels (configuration, test, recette, formation...), ainsi que le délai global estimé (en semaines ou mois).

**ARTICLE N° 10 : OFFRE VARIANTE**

La présentation des offres variantes par rapport à la solution de base prévue par le cahier des prescriptions spéciales n'est pas autorisée.

**ARTICLE N° 11 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément à l'alinéa 7 de l'article 22 du décret n° : 2-22-431 relatifs aux marchés publics, le maître d'ouvrage peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel

d'offres sans changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents. Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du décret précité.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant au regard de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, le report de la date de la séance d'ouverture des plis. Cette lettre doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier la demande de report.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bien-fondé de la demande du concurrent dont il est saisi, il procède au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage, fait l'objet d'un avis rectificatif qui est publié dans les mêmes formes que l'avis d'appel d'offres. Il ne peut être procédé au report de la date de la séance d'ouverture des plis qu'une seule fois, quel que soit le concurrent qui le demande.

Le maître d'ouvrage informe de ce report les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres.

#### **ARTICLE N° 12 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dès la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 23 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 et jusqu'à la date limite de remise des offres. Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés publics ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)).

#### **ARTICLE N° 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante (60) jours** qui commence à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu au paragraphe précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe. À cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

Dans ce cas :

- a) les concurrents ayant donné, dans les mêmes formes, leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu ;
- b) les concurrents qui n'ont pas donné leur accord à la demande de prorogation ou qui n'ont pas répondu dans le délai qui leur est imparti sont libérés de leurs engagements vis-à-vis du maître d'ouvrage et mainlevée leur est donnée de leur cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage ;
- c) dans le cas où aucun des concurrents n'a donné son accord à la demande de prorogation ou n'a répondu dans le délai qui lui est imparti, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, il est procédé à l'annulation de la procédure.

#### **ARTICLE N° 14 : LANGUE DE L'OFFRE**

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre échangée entre le candidat et l'OFPPT seront rédigés en langue arabe ou française. Les attestations de références, les attestations et la documentation technique délivrées par les constructeurs et les éditeurs peuvent être en anglais. Tout autre document rédigé dans une autre langue devra être accompagné d'une traduction en langue française par une personne/ autorité compétente.

#### **ARTICLE N° 15 : MONNAIE DE L'OFFRE**

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Pour le concurrent national, la monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé et exprimé en Dirhams.

Pour le concurrent non installé au Maroc, la monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé et exprimé est l'Euro ou le dollar USA. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du Dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghrib.

#### **ARTICLE N° 16 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES**

Le concurrent supporte toutes les dépenses encourues du fait de la préparation et de la présentation de son offre à l'OFPPT qui ne pourra, en aucun cas, en être tenu pour responsable, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

#### **ARTICLE N°17 : EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS**

Les offres des concurrents admissibles sont examinées conformément aux dispositions des articles 39, 41, 42, 43, 44 et 147 du décret n°2-22-431 précité.

**ARTICLE N°18 : EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES**

Les offres techniques seront évaluées par une note technique **Nt sur 100** attribuée à chaque concurrent selon les critères précisés ci-après :

NB : Ne sont pas retenus à l'évaluation de leurs offres techniques les concurrents n'ayant pas produit l'un des documents de base servant à apprécier l'un des critères d'admissibilités ci-après.

Critère d'évaluation	Niveau d'appréciation	Barème de notation
<b>Fonctionnalités de Gestion (/30 points)</b>	<b>Méthodologie générale :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Cohérence globale, compréhension des enjeux, prise en compte du contexte. <b>5 pts</b></li> <li>Reprise du cahier des charges sans réelle valeur ajoutée. <b>2 pts</b></li> <li>Méthodologie non adaptée ou peu claire. <b>0 pt</b></li> </ul>	<b>Note /5</b>
	<b>Plan de travail et déploiement de la solution :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Plan clair, structuré, méthodologie adaptée au contexte, phases bien définies, ressources identifiées. <b>5 pts</b></li> <li>Plan sommaire, éléments partiels ou peu adaptés. <b>2 pts</b></li> <li>Plan absent ou imprécis. <b>0 pt</b></li> </ul>	<b>Note /5</b>
	<b>Gestion des accès et des utilisateurs :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation détaillée des mécanismes de création/gestion des utilisateurs et groupes, administration multi-niveaux, rôles définis, automatisation (CSV, etc.) <b>10pts</b></li> <li>Présentation partielle ou peu claire des mécanismes. <b>5pts</b></li> <li>Mécanismes absents ou incohérents. <b>0 pt</b></li> </ul>	<b>Note /10</b>
	<b>Reporting &amp; suivi des apprenants</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Génération de rapports pertinents, tableaux de bord, visualisation des résultats. <b>10 pt</b></li> <li>Outils disponibles mais peu développés. <b>5 pts</b></li> <li>Fonction absente. <b>0 pt</b></li> </ul>	<b>Note /10</b>
<b>Fonctionnalités Pédagogiques et de Contenu (/40 points)</b>	<b>Offre technico-pédagogique :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Contenu cohérent avec les profils cibles, architecture pédagogique solide, innovation pédagogique présente. <b>15pt</b></li> <li>Contenu conforme mais peu innovant, structure classique. <b>7 pt</b></li> <li>Contenu inadéquat ou non adapté au public cible. <b>0 pt</b></li> </ul>	<b>15</b>
	<b>Interactivité et attractivité des contenus :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Présence d'éléments interactifs variés et pertinents (quiz, vidéos, animations, etc.) <b>10 pt</b></li> <li>Contenus interactifs limités ou peu engageants. <b>5pt</b></li> <li>Contenus statiques ou peu motivants. <b>0 pt</b></li> </ul>	<b>10</b>
	<b>Systèmes d'évaluation des apprenants</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Intégration d'outils variés d'évaluation, scoring, feedback personnalisé. <b>15 pt</b></li> <li>Présence d'évaluations basiques sans retour détaillé. <b>7 pt</b></li> <li>Évaluations absentes ou très limitées. <b>0 pt</b></li> </ul>	<b>15</b>

Critère d'évaluation	Niveau d'appréciation	Barème de notation
<b>Qualités techniques de la plateforme (/20 points)</b>	<b>Qualités techniques (accessibilité, sécurité, performance, interopérabilité...)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>La réponse est exhaustive, détaillée et structurée. Tous les aspects techniques exigés dans le CPS sont traités, justifiés, conformes aux normes actuelles (accessibilité, sécurité, performance, interopérabilité...). La solution intègre des éléments de preuve (certifications, tests, benchmarks). Des fonctionnalités additionnelles pertinentes peuvent être proposées. <b>10 pt</b></li> <li>La réponse couvre l'essentiel des exigences techniques, mais manque de précision ou de justification sur certains aspects. Peu ou pas de preuves concrètes fournies. <b>5 pt</b></li> <li>La réponse est incomplète, générique ou non conforme aux spécifications minimales. Certains aspects techniques essentiels sont absents ou inadaptés. <b>0 pt</b></li> </ul>	<b>10</b>
	<b>Qualité du support et d'assistance techniques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Support clairement structuré, avec des modalités précises : SLA définis, plages horaires d'assistance, délais de réponse et de résolution bien spécifiés, canaux de communication identifiés. Les engagements proposés dépassent les exigences formulées dans le CPS. <b>(10pt)</b></li> <li>Support présent mais limité aux éléments attendus dans le CPS, sans détails supplémentaires (ex : pas de SLA chiffrés ou procédures floues). <b>(5 pt)</b></li> <li>Support absent, flou ou non conforme aux exigences minimales. Aucun engagement clair sur les niveaux de service. <b>(0 pt)</b></li> </ul>	<b>10</b>
<b>Le planning envisagé pour la réalisation du projet (/10 points)</b>	<b>Planning de la phase intégration et déploiement de la solution :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le planning est pertinent, structuré, clair et réaliste. Le délai global est optimisé et améliore les attentes définies dans le CPS. <b>(10pt)</b></li> <li>Le planning reprend fidèlement les étapes et les délais tels que décrits dans le CPS, sans valeur ajoutée particulière. <b>(5 pt)</b></li> <li>Le planning est incomplet, flou ou non conforme aux exigences minimales définies dans le CPS. <b>(0 pt)</b></li> </ul>	<b>10</b>

A la fin de cette première phase, chaque soumissionnaire recevra une note « Nt » sur 100.

Seules les offres ayant obtenu une note « Nt » supérieure ou égale à 70/100 seront admises à la phase suivante.

**Important :**

Le marché sera attribué au concurrent, retenu à l'issue de l'examen des dossiers administratifs et techniques, de l'offre technique et de l'offre financière économiquement **la plus avantageuse**.

**ARTICLE N°19 : PREFERENCE NATIONALE**

Un taux de quinze pour cent (15%) à appliquer dans le cadre de la préférence nationale prévue à l'article 147 du décret n°2-22-431 précité relatif aux marchés publics.

\$ M ✓



**ARTICLE n°20 : SIGNATURE ELECTRONIQUE**

Selon l'article 6 de l'Arrêté, du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n°1692-23 du 4 hijr 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, la signature électronique des pièces et documents s'effectue, à travers le portail des marchés publics, au moyen d'un certificat de signature électronique conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur et aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

Lorsque le portail des marchés publics affiche que la signature électronique d'une pièce n'est pas valide, l'acteur du portail concerné est tenu de vérifier la validité de ladite signature via les points de contrôle accessibles au niveau dudit portail.

**ARTICLE N° 21 : RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES**

Le maître d'ouvrage informe, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen donnant date certaine, l'attributaire de l'acceptation de son offre dans un délai n'excédant pas le troisième jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'appel d'offres.

Dans le même délai, il informe, par lettre recommandée avec accusé de réception, les concurrents éliminés, en leur indiquant les motifs de rejet de leurs offres. Cette lettre est accompagnée des pièces contenues dans leurs dossiers.

<b>Le soumissionnaire</b> <b>Lu et accepté</b>	<b>Le maître d'ouvrage</b> <b>Directeur de la Recherche et de L'Ingénierie de Formation</b> <b>Brahim EL FALAKI</b> Directeur de la Recherche et de L'Ingénierie de la Formation PI
---	---

\$ m ✓

## Annexe 1 : MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

\*\*\*\*\*

ACTE D'ENGAGEMENT

**A -Partie réservée à l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail**

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° ..... du .....à ....h....min

**Objet du marché :** la Passation d'un marché reconductible pour la location de Licences de Logiciels, sans option d'achat, pour l'utilisation d'une plateforme d'apprentissage en ligne(E-Learning) dans les métiers de l'Automobile au profit de l'OFPPT.

Passé en application de l'article 19 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023 ) relatif aux marchés publics.

**B - Partie réservée au concurrent**

**Pour les personnes physiques : (3)**

Je, soussigné : ..... (Prénom, nom et qualité) (1)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, (1)

Adresse du domicile élu : .....

Numéro tél : ..... Adresse électronique : .....

Affilié à (4)..... sous le n° : ..... (2)

Inscrit au registre du commerce de..... (Localité) sous le n° ..... (2)

n° de patente..... (2)

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : ..... (2)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB), ouvert auprès de .....

**Pour les personnes morales (3)**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) (1)

Agissant au nom et pour le compte de..... (Raison sociale et forme juridique de la société) (1)

au capital de : .....

Adresse du siège social de la société.....

adresse du domicile élu.....

Numéro de tél : .....Fax.....

adresse électronique : .....

Affiliée à (4)..... sous le n°.....(2)

Inscrite au registre du commerce..... (Localité) sous le n°.....(2)

N° de patente.....(2)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB), ouvert auprès de .....

N° de taxe professionnelle ..... (2)

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....(2)

**Pour les coopératives ou union de coopératives (3)**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom et qualité au sein de la coopérative) (1)

4 2 ✓



Agissant au nom et pour le compte de..... (Dénomination de la coopérative ou de l'union de coopératives) au capital de:..... (1)

Adresse du siège de la coopérative ou de l'union de coopératives.....

Numéro de tél : ..... Fax .....

adresse électronique : .....

Affiliée à (4)..... sous le n°.....(2)

Inscrite au registre local du coopérative n°..... (Localité) sous le n°.....(2)

N° de patente.....(2)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB), ouvert auprès de .....

N° de taxe professionnelle .....

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....(2)

**Pour les auto-entrepreneur :**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom) (1)

Numéro de tél : ..... adresse électronique : .....

Affiliée à la CNSS sous le n°.....(3)

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur ..... sous le n°.....(3)

N° de taxe professionnelle .....

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

Montant total hors T.V.A. : .....(en lettres et en chiffres)

Taux de la TVA.....(en pourcentage)

Montant de la T.V.A. : .....(en lettres et en chiffres)

Montant total T.V.A. comprise : .....(en lettres et en chiffres)

Lorsque le marché est conclu avec un groupement :

Part revenant au membre n° 1: (en lettres et en chiffres)

Part revenant au membre n° 2: (en lettres et en chiffres)

Part revenant au membre n° n: (en lettres et en chiffres)

L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte ..... (À la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) (5) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) (5) à.....(1) (Localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro..... (6)

Fait à.....le.....

(Signature et cachet du concurrent)

✱ M ✓

- 
- (1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :  
mettre : « Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes)  
ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
- (2) pour les concurrents non installés au Maroc préciser la référence des documents équivalents ;
- (3) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.
- (4) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
- (5) Supprimer la mention inutile.
- (6) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions

✓

## Annexe 2 : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

\*\*\*\*\*

## DECLARATION SUR L'HONNEUR (\*)

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n°...../2025 du ..... à ....h....min..

**Objet du marché :** la Passation d'un marché reconductible pour la location de Licences de Logiciels, sans option d'achat, pour l'utilisation d'une plateforme d'apprentissage en ligne(E-Learning) dans les métiers de l'Automobile au profit de l'OFPPT.

**Pour les personnes physiques**

Je, soussigné : ..... (Prénom, nom et qualité)  
 Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,  
 Adresse du domicile élu : .....  
 Numéro tél : ..... Adresse électronique : .....  
 Affilié à .....(4) sous le n° : ..... (1)  
 Inscrit au registre du commerce de..... (Localité) sous le n°  
 ..... (1) n° de patente..... (1)  
 N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5).....(6) (RIB), ouvert auprès de  
 .....  
 En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**Pour les personnes morales**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)  
 Agissant au nom et pour le compte de..... (Raison sociale et forme juridique de la  
 société) au capital de : .....  
 Adresse du siège social de la société.....  
 adresse du domicile élu.....  
 Numéro de tél : ..... Fax .....  
 adresse électronique : .....  
 Affiliée à .....(4) sous le n°.....(1)  
 Inscrite au registre du commerce..... (Localité) sous le n°.....(1)  
 N° de patente.....(1)  
 N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5).....(6)(RIB), ouvert auprès de  
 .....  
 N° de taxe professionnelle .....  
 N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....(1)  
 En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**Pour les coopératives ou union de coopératives**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom et qualité au sein de la coopérative)  
 Agissant au nom et pour le compte de.....Dénomination de la coopérative ou de  
 l'union de coopératives) au capital de :  
 .....  
 Adresse du siège de la coopérative ou de l'union de  
 coopératives.....  
 Numéro de tél : ..... Fax .....  
 adresse électronique : .....  
 Affiliée à .....(4) sous le n°.....(2)  
 Inscrite au registre local du coopérative n°..... (Localité) sous le  
 n°.....(2)  
 N° de patente.....

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5).....(6)(RIB), ouvert auprès de .....

N° de taxe professionnelle .....

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**Pour les auto-entrepreneur :**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom)

Numéro de tél : ..... adresse électronique : .....

Affiliée à .....(4) sous le n°.....(2)

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur ..... sous le n°.....(2)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5).....(6)(RIB), ouvert auprès de .....

N° de taxe professionnelle .....

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**Cas des établissements publics :**

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte de (dénomination de l'établissement).

Numéro de tél : ..... adresse électronique : .....

Adresse du siège: .....

Affiliée à .....(4) sous le n°.....(2)

Inscrit au registre du commerce de(7).....(localité) sous le n°.....(2)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5).....(6)(RIB), ouvert auprès de .....

N° de taxe professionnelle sous le numéro (8): .....

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise (8) : .....

Références du texte l'habilitant à exercer les missions objet du marché : .....

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)(5) numéro(6): .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**- Déclare sur l'honneur :**

m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;

que je remplie les conditions prévues à l'article 27 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 ( 8 mars 2023 ) et fixant les conditions et les formes de passation des marchés publics ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle ;

Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;

m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :

à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 151 du décret précité ;

que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maitres d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;

à confier les prestations à sous-traiter à des PME installées aux Maroc ; (3)

m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;

m'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché.

atteste que je remplis les conditions prévues par l'article 1er du dahir n° 1-02-188 du 12 JOUMADA I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprises (4).

atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt.

je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature tel que prévu à l'article 152 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 ( 8 mars 2023 ) relatif aux marchés publics .

je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 152 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 ( 8 mars 2023 ) relatif aux marchés publics , relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

- 
- (1) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- (2) à supprimer le cas échéant.
- (3) Lorsque le CPS le prévoit.
- (4) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale
- (5) Supprimer la mention inutile.
- (6) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (7) Lorsque l'établissement public est assujetti à cette obligation
- (8) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
- (\*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

\$ ~ ✓